



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 358 - 25 mai 2023



ÉDITO



Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Bruno Le Maire revient sur le projet de loi relatif à l'industrie verte, présenté en Conseil des ministres le 16 mai 2023.

[Lire la suite](#)



Institutions

Modification du statut de l'Inspection générale des Finances

Publiés au Journal officiel du 10 mai 2023, les décrets n° 2023-348 et n°2023-349 du 9 mai modifient le statut particulier de l'Inspection générale des Finances, son organisation et ses compétences.

[Lire la suite](#)

Rapport de la Cour des comptes sur le Centre national d'études spatiales (CNES)

Le domaine spatial étant en pleine mutation, du fait notamment de l'émergence, à l'échelle mondiale, de nouveaux acteurs privés rivalisant avec les agences spatiales publiques, le CNES est au cœur des mutations de la politique spatiale française.

La Cour a examiné les comptes et la gestion du CNES, pour les exercices 2018 et suivants et formulé des recommandations.

[Lire la suite](#)



Juridictions

La CJUE clarifie les notions juridiques de « copie » et d'« informations » du RGPD

La Cour de justice de l'Union européenne estime que le droit d'obtenir une « copie » des données à caractère personnel implique qu'il soit remis à la personne concernée une reproduction fidèle et intelligible de toutes ces données.

[Lire la suite](#)

Le Conseil d'État met en ligne un site pédagogique pour tout savoir sur la justice administrative

Le Conseil d'État a ouvert une plateforme en accès gratuit pour rapprocher les citoyens et la justice administrative et en présenter de manière simple les notions essentielles.

[Lire la suite](#)



Commande publique



Le délai de prescription de l'action en responsabilité pour pratiques anticoncurrentielles court à compter de la date de la connaissance suffisamment certaine par la personne publique de leur étendue

La personne publique victime de pratiques anticoncurrentielles commises dans le cadre de la passation d'un marché public peut engager contre le titulaire en cause une action en responsabilité quasi-délictuelle dont le délai de prescription court à compter de la date à laquelle la personne publique ou, dans l'hypothèse où ses organes dirigeants ayant participé à ces pratiques, elle n'a pu faire valoir ses droits, les nouveaux dirigeants ont une connaissance suffisamment certaine de leur étendue.

[Lire la suite](#)



Finances publiques



Rapport d'activité 2022 de la Cour des comptes européenne

Le rapport annuel d'activité de la Cour des comptes de l'Union européenne retrace l'ensemble des principaux résultats et publications de la Cour pendant l'année. L'année 2022 a été l'occasion pour la Cour de publier 29 rapports et documents.

[Lire la suite](#)



Marchés

Rapport annuel 2023 sur le contrôle des investissements étrangers en France

La direction générale du Trésor a publié début mai son rapport annuel relatif au contrôle des investissements étrangers en France. Ce contrôle, essentiel, permet d'apprécier la sensibilité de l'activité d'une entreprise française pour l'ordre public et les intérêts de la défense nationale.

[Lire la suite](#)



Entreprises

Projet de loi relatif à l'industrie verte

Le projet de loi relatif à l'industrie verte a pour ambition de réindustrialiser la France tout en faisant de l'industrie française un levier de réduction de son empreinte carbone. Il a été présenté en Conseil des ministres le 16 mai 2023.

[Lire la suite](#)



Questions sociales

Consultation du conseil de discipline en cas de licenciement pour insuffisance professionnelle

Par une décision du 3 mai 2023, le Conseil d'Etat a déterminé les conséquences de l'absence d'accord à la majorité des membres présents du conseil de discipline réunis pour se prononcer sur un cas de licenciement pour insuffisance professionnelle.

[Lire la suite](#)

Rapport de la Cour des comptes sur le recours aux comparaisons européennes en matière de logement

Dans son rapport publié le 27 avril 2023, la Cour analyse dans quelle mesure les administrations mobilisées sur la politique du logement sont susceptibles de faire usage des comparaisons européennes pour asseoir leurs décisions et propositions d'action en la matière.

[Lire la suite](#)



Numérique

Application de la loi 3DS : échange de données entre administrations

Deux décrets, parus au JORF le 11 mai 2023, ont pour objet d'appliquer l'article 162 de la loi n° 2022-217 (loi 3DS) qui prévoit de faciliter les échanges d'informations entre administrations et ainsi, faciliter les démarches administratives du public.

[Lire la suite](#)

La CJUE estime que la simple violation du RGPD est insuffisante pour donner droit à réparation

La Cour de justice de l'Union européenne a affirmé que toute violation du RGPD n'ouvre pas automatiquement droit à réparation mais précise en revanche l'inexistence d'un seuil de gravité du dommage moral subi pour octroyer un tel droit.

[Lire la suite](#)



Emploi

Ordonnance du 16 mai 2023 relative à la formation aux activités privées de sécurité

L'ordonnance n°2023-374 du 16 mai 2023 relative à la formation aux activités privées de sécurité a été prise sur le fondement de l'habilitation prévue à l'article 39 de la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés. Cette ordonnance entrera en vigueur au plus tard le 1er septembre 2025.

[Lire la suite](#)

Révocation d'un fonctionnaire pour des faits commis antérieurement à son intégration

Par une décision du 3 mai 2023, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur un arrêté de révocation d'un fonctionnaire pour des faits commis avant son entrée dans la fonction publique, qui selon lui, ne justifiaient pas une telle décision au regard de leur antériorité et des fonctions exercées par l'agent.



SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents



LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

Consultez nos fiches de poste

Partager



La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©BercyPhoto Hamilton de Oliveira

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)